

Burkina Faso: les autorités trouvent un accord avec le FMI pour un crédit d'environ 305 millions de dollars

Page 4

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 05 Juillet 2023

7 jrs/7

N°2227 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Sénégal : Pluie de réactions après l'annonce du président Macky Sall

Page 2

Cameroun: la population anglophone prise en étau, selon Amnesty

Page 6



Soudan : l'armée appelle les civils à s'enrôler

Page 8



SÉNÉGAL

Pluie de réactions après l'annonce du président Macky Sall



Le président Macky Sall a annoncé sa non-participation au scrutin présidentiel de février 2024

Le président sénégalais Macky Sall s'est adressé à ses compatriotes dans un discours télévisé et diffusé dans la soirée du lundi 3 juillet 2023. Lors de son allocution, le chef de l'État annoncé sa non-participation au prochain scrutin présidentiel.

Fin de suspens, est-on tenté de dire au regard du contenu de l'adresse à la nation du président Sall. En effet, le lundi dernier, celui-ci a annoncé qu'il ne briguera pas un troisième mandat à la présidentielle de février 2024. « Ma décision, longuement et murement réfléchie, est de ne pas être candidat. Et cela, même si la Constitution m'en donne le droit », a notamment laissé entendre Macky Sall. Cette déclaration intervient dans un contexte socio-politique très tendu marqué par des manifestations violentes suite à la condamnation du principal opposant Ousmane Sonko. Outre cela, les spéculations sur la candidature du président Sall couraient de partout et ils étaient nombreux les Sénégalais qui attendaient une clarification de sa part. Le moins que l'on puisse dire est qu'à l'annonce de son renoncement, plusieurs voix se sont élevées tant à l'interne qu'à l'international, félicitant ainsi le chef de l'État sénégalais.

Tous saluent la décision du chef de l'Etat sénégalais

Pour le patron de l'ONU, Antònio Guterres, cette

La suite à la page 4

ANNONCE



PUBLICITÉ ENTREPRISE

DONNEZ
UNE
VISIBILITÉ
SANS
PRÉCÉDENT
À
VOS
AFFAIRES

Contactez-nous : +226 70210208 / +33 644 670 000
+1 (206) 800-0070
E-mail : contact@sc-mail.info

SÉNÉGAL

La suite de la page 2



Le patron de l'ONU Antònio Guterres a salué à sa juste valeur la décision du président Sall

décision du président Sall ‹‹ constitue un exemple très important pour son pays et pour le reste du monde ››. Moussa Faki Mahamat, le président de la Commission de l'Union Africaine (UA) a évoqué une ‹‹ décision sage et salutaire ››. Quant au chef d'État Bissau-guinéen et président en exercice de la CEDEAO, Umaro Sissoco Embalò, le président Sall a fait preuve de ‹‹ décision courageuse de grand homme d'État ››. Le président nigérien Mohamed Bazoum à lui formulé le vœux que cette ‹‹ décision mûrement réfléchie apaise définitivement le climat politique dans ce pays frère ››. En rappel, l'actuel président sénégalais Macky Sall est arrivé au pouvoir en 2012 puis réélu en 2019. En 2016, il a procédé à une modification de la constitution, ce qui lui offrait la possibilité de se représenter au terme de son mandat en prévu en 2024. À en croire certains analystes, l'autre paire de manche reste maintenant la candidature de l'opposant Sonko qui reste pour le moment problématique avec sa récente condamnation à 2 ans de prison ferme. Qu'en sera-t-il donc du dénouement de cette affaire ? Attendons de voir.

AKT

Burkina Faso: les autorités trouvent un accord avec le FMI pour un crédit d'environ 305 millions de dollars

Dans un communiqué en date du 30 juin 223, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé avoir trouvé un accord avec les autorités de la Transition du Burkina Faso pour le financement d'un crédit d'environ 305 millions de dollars sur 4 ans au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). Le financement va permettre des réformes au niveau des services politiques et économiques.

L'accord entre les autorités burkinabè et les responsables du FMI a été conclu à la suite d'une visite d'une équipe du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par M. Martin Schindler, chef de mission pour le Burkina Faso du 20 au 29 juin 2023 à Ouagadougou. D'un montant de 228,76 millions de DTS, soit environ 305 millions de dollars, le programme

La suite à la page 5

BURKINA FASO

La suite de la page 4



Poignet de mains entre le Capitaine Traoré et Martin Schindler, chef de la mission du FMI

économique vise à rétablir la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette tout en jetant les bases d'une croissance plus forte et plus inclusive. " Les principales réformes visent à garantir la réduction du déficit budgétaire à 3 % du PIB nominal d'ici 2027 tout en protégeant les plus vulnérables et en créant un espace budgétaire pour les dépenses prioritaires. La stratégie budgétaire repose sur des mesures visant à accroître la mobilisation des ressources intérieures et à rationaliser les dépenses publiques. En outre, les autorités burkinabè se sont engagées à renforcer les filets de sécurité sociale, notamment en mettant en place un programme national de transferts monétaires ciblés pour les ménages les plus vulnérables. Enfin, les autorités continuent de mettre en œuvre des mesures pour faire face à la crise de l'insécurité alimentaire en cours, notamment la vente de denrées alimentaires et d'intrants agricoles à des prix subventionnés, la distribution de nourriture gratuite pour lutter contre la malnutrition aiguë, ainsi que des transferts monétaires conditionnels et inconditionnels aux personnes touchées. populations" , peut-on lire dans le communiqué du FMI. Des réformes structurelles seront introduites pour étayer la stratégie budgétaire et assurer un assainissement durable. Il s'agit notamment d'améliorer l'efficacité des entreprises publiques opérant dans le secteur de l'énergie, de veiller à ce que la croissance de la masse salariale soit proportionnelle aux ressources budgétaires, de faire avancer les réformes pour renforcer la conformité fiscale et d'intensifier les efforts de recouvrement des arriérés d'impôts. Ces mesures contribueront à créer un espace pour les mesures favorisant la croissance et les dépenses sociales, selon notre source.

La suite à la page 6

La suite de la page 5

Des efforts seront également déployés pour améliorer la transparence budgétaire, notamment la publication des rapports d'exécution budgétaire. Les autorités se sont engagées à équilibrer de manière appropriée les dépenses liées à la sécurité, au développement et sociales. Ils renforceront les contrôles des engagements de dépenses publiques (y compris la publication d'audits sur les dépenses pour faire face à la crise de l'insécurité alimentaire), s'attaqueront aux défis structurels dans le secteur de l'énergie, amélioreront l'efficacité des investissements publics et intensifieront les efforts pour relever les défis de l'intégrité financière. Pour appuyer la demande de programme des autorités, souligne le communiqué, des garanties financières suffisantes seront nécessaires avant que le programme proposé soutenu par le FMI puisse être présenté au Conseil d'administration du FMI pour approbation.

Lucien DAKISSAGA

La population anglophone prise en étau, selon Amnesty



Les civils de l'ouest du Cameroun sont régulièrement victimes d'atrocités dont des exécutions, tortures et viols commises par les forces de l'ordre et les séparatistes armés en conflit dans cette région majoritairement anglophone, selon Amnesty international cité par Africanews.

L'Organisation des Nations unies et des ONG internationales dénoncent régulièrement des crimes commis depuis plus de six ans par les deux camps dans les régions administratives du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, peuplées majoritairement par la minorité anglophone camerounaise. Vers fin 2016, le dictateur camerounais Paul Biya qui dirige le pays d'une main de fer depuis plus de 40 ans, avait commencé à réprimer violemment des manifestations pacifiques d'anglophones s'estimant marginalisés par le pouvoir central dominé par la majorité anglophone. Cela a favorisé la création des groupes armés indépendantistes qui ont

La suite à la page 7

La suite de la page 6

pris les armes et proclamé l'indépendance d'une région qu'ils appellent l'Ambazonie. Le président, intraitable, y dépêche des troupes depuis.

Dans un nouveau rapport intitulé " Avec ou contre nous", la population prise en étau contre l'armée, les séparatistes armés et les milices dans la région anglophone du Nord-Ouest, Amnesty répertorie des exécutions extrajudiciaires, des homicides de civils, dont des femmes et des enfants, des tortures, des viols et autres violence sexuelle perpétrée par les deux camps. Parmi les cibles des séparatistes, qui pratiquent quasi-quotidiennement les kidnappings contre rançon figurent des civils qu'ils accusent particulièrement de collaborer avec Yaoundé et particulièrement de l'ethnie peule des Mbororos. L'armée et la police, elles, sont régulièrement accusées par l'ONU et les ONG d'attaquer et dévaster des villages dont les habitants sont soupçonnés de sympathie avec les séparatistes, et d'y commettre bavures et crimes. Amnesty accuse aussi des «milices mbororos» d'épauler les militaires dans ces attaques. Le rapport d'Amnesty se base sur les témoignages de plus de 100 victimes et de responsables d'ONG locales et journalistes. Elle accuse également de «violation des droits humains» les «autorités politiques et judiciaires», notamment en faisant emprisonner «arbitrairement» des civils, des journalistes, des responsables de la société civile, et en les faisant juger par des tribunaux militaires pour des faits liés à du «terrorisme». L'ONG s'est inquiétée également du fait que les partenaires internationaux du Cameroun, à savoir la Belgique, la Croatie, les Etats Unis, la, Russie, la Serbie, la France, l'Israël, le Royaume Uni ont continué de coopérer avec le pays sur le plan militaire y compris en fournissant des armes et du matériel militaire qui risquent d'être utilisés par les forces armées, les milices ou les séparatistes armés pour commettre des exactions. Amnesty a demandé à ces partenaires de condamner ces atteintes aux droits fondamentaux commises par les deux camps et au gouvernement de diligenter des enquêtes approfondies de toute urgence. «Les demandes de rendez-vous avec des ministres du gouvernement», sollicités dans le cadre de ce rapport, «sont restées sans réponse», assure Amnesty. Le gouvernement ne réagit jamais auprès de la presse à la publication régulière de rapports des ONG, et le fait généralement plusieurs jours ou semaines après leur publication. Le conflit a fait plus de 6 000 morts et forcé plus d'un million de personnes à se déplacer, selon le centre de réflexion International Crisis Group (ICG) qui n'a toutefois pas actualisé ce bilan depuis trois ans.

Mohamed OUEDRAOGO

SOUDAN

L'armée appelle les civils à s'enrôler



De nouveaux combats avec de l'artillerie lourde ont de nouveau secoué la capitale soudanaise lundi après plus de deux mois et demi de combats entre les paramilitaires et l'armée qui se convoitent le pouvoir. Assaillie sur plusieurs fronts, l'armée réclame une nouvelle fois le renfort des civils, selon Africanews.

Selon un habitant de la capitale qui a raconté à l'AFP, les combats ont commencé «vers quatre heures du matin et ne se sont pas interrompus depuis.

Nombreux sont les milliers de personnes qui sont toujours bloquées à Khartoum, sans eau, ni électricité et avec des réserves de vivres et d'argent quasiment à sec, indique notre source.

L'armée s'est dit prête lundi à recevoir et préparer les civils au combat volontairement.

Cependant, la question de l'armement des civils, qui plongerait le pays dans la guerre civile, fait débat depuis des semaines.

Les «jeunes et les hommes qui en sont capables» doivent s'enrôler, a lancé le chef de l'armée le 27 juin, dans son discours à la nation pour la fête musulmane de l'Aïd al-Adha.

Des civils armés ont déjà participé aux combats, de même que les combattants tribaux au Darfour.

Le gouverneur du Darfour, Minni Minnawi, un ancien chef rebelle aujourd'hui proche de l'armée, avait déjà au mois de mai appelé les civils à prendre les

La suite à la page 9

SOUDAN

La suite de la page 8

armes.

Une coalition de tribus arabes de l'Etat du Darfour-Sud a annoncé lundi dans une vidéo mise en ligne, son allégeance aux FSR et appelé ses membres à déserter l'armée pour rejoindre les rangs des paramilitaires.

La guerre a une «dimension ethnique» au Darfour, a averti l'ONU, estimant que les exactions commises dans cette région, principalement par les FSR et des milices arabes alliées contre des civils non-arabes, pourraient constituer des «crimes contre l'humanité».

Le décompte des agressions sexuelles, attribuées par la quasi-totalité des rescapées aux FSR, s'alourdit chaque jour, selon l'organe gouvernemental de lutte contre les violences faites aux femmes.

Les Janjawids, des miliciens arabes qui forment le gros des troupes des FSR, avaient mené dans les années 2000, sous le commandement du général Daglo, la politique de la terre brûlée au Darfour, pillant, violant et tuant des membres d'ethnies non-arabes pour le compte du dictateur Omar el-Béchir.

Aujourd'hui sous le feu des critiques, Daglo et ses hommes tentent de donner des gages d'apaisement.

Après avoir annoncé la formation de cours martiaux d'urgence, elles ont déclaré dimanche vouloir sanctionner «les pillages, le vandalisme et surtout les vols des voitures de civils», alors que des vidéos de combattants faisant sortir de force des familles de leur véhicule inondent les réseaux sociaux.

Les FSR sont aussi accusées de «voler» des maisons et d'expulser leurs habitants qui viennent grossir le flot des déplacés, parfois sans espoir de retour.

Les organisations humanitaires ont sonné l'alarme notamment sur le sort des enfants, dont plus de 13,6 millions, selon l'UNICEF, ont besoin d'aide humanitaire, parmi lesquels 300.000 pourraient mourir de faim faute de recevoir cette aide.

La guerre pour le pouvoir entre l'armée, dirigée par le général Abdel Fattah al-Burhane, et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdane Daglo, a fait depuis le 15 avril près de 3.000 morts, selon l'ONG Acled, et 2,8 millions de déplacés et de réfugiés selon l'ONU. La crise humanitaire ne cesse de s'aggraver dans un pays où plus d'un habitant sur deux, selon l'ONU, dépend désormais de l'aide humanitaire pour survivre. Le conflit menace aussi de déstabiliser une zone à cheval entre le Sahel, la Corne de l'Afrique et le Moyen-Orient, des régions déjà elles-mêmes aux prises avec la violence. Mais les deux belligérants ignorent jusqu'à présent les appels au cessez-le-feu, certains de pouvoir l'emporter militairement.

Mohamed OUEDRAOGO

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

France: un ancien gendarme rwandais condamné à perpétuité pour génocide fait appel



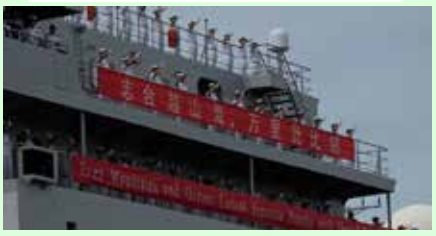
L'ancien gendarme rwandais, Philippe Hategekimana, 66 ans, naturalisé français sous le nom de Philippe Manier, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour génocide et crime contre l'humanité au Rwanda va faire appel de sa condamnation, a-t-on appris mardi auprès de ses avocats. L'ancien adjudant-chef était jugé pour des crimes commis au cours du génocide au Rwanda qui a fait plus de 800.000 morts selon l'ONU, essentiellement des Tutsi exterminés entre avril et juillet 1994. Il était jugé à Paris au titre de la «compétence universelle» exercée, sous certaines conditions, par la France pour juger les crimes les plus graves commis hors de son sol. La cour d'assises de Paris l'a condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, la plus lourde peine prévue par la loi, le 28 juin, après sept semaines de procès, le reconnaissant coupable de «quasiment tous les chefs d'accusation» qui pesaient à son encontre.

La CEDH condamne la Suisse pour avoir refusé le regroupement familial de réfugiés



La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné la Suisse pour avoir rejeté des demandes de regroupement familial de réfugiés en invoquant leur dépendance à l'aide sociale, dans un arrêt rendu mardi. La cour, bras judiciaire du Conseil de l'Europe (46 Etats membres), estime que le pays a violé l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme, relatif au droit au respect de la vie privée et familiale dans le cas de quatre réfugiés, trois Erythréens et un Chinois d'origine tibétaine. Ceux-ci sont arrivés en Suisse entre 2008 et 2012 et ont reçu le statut de réfugiés. L'asile ne leur a toutefois pas été accordé et ils ont été admis au séjour dans le pays à titre provisoire car il a été établi que le risque de mauvais traitements qu'ils encouraient en cas de retour dans leur pays d'origine était lié à la manière dont ils avaient quitté leur pays, et donc à leurs propres actes.

Nigeria : La marine chinoise en "visite amicale"



Trois navires de la marine chinoise ont fait escale dimanche pour cinq jours dans les eaux de Lagos, capitale économique du Nigeria, lors d'une rare visite dans le golfe de Guinée, rapporte la Voix de l'Amérique (VOA) de source officielle. Route maritime cruciale bordant des pays riches en hydrocarbures, analyse VOA, le golfe de Guinée, qui s'étend sur 5.700 kilomètres entre le Sénégal et l'Angola, est depuis plusieurs années le nouveau point noir de la piraterie mondiale, même si les actes de pirateries ont marqué le pas récemment.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Tunisie : À Sfax- Heurts entre Tunisiens et migrants d'Afrique subsaharienne



La justice a ouvert lundi une enquête à la suite de heurts entre des migrants d'Afrique subsaharienne en situation irrégulière et des habitants de Sfax, deuxième ville de Tunisie où l'immigration clandestine suscite de vives tensions depuis des mois. Les affrontements, à coups de jets de pierres, ont opposé des migrants à des habitants du quartier de Rabd, a indiqué à l'Afp le porte-parole du Parquet de Sfax, Faouzi Masmoudi. Des véhicules et des habitations ont été endommagés lors de ses heurts qui n'ont pas fait de victime, a précisé M. Masmoudi.

Exploitation minière en Rdc: Les Usa s'attaquent aux minerais exploités par les enfants



Une mesure a été introduite à la Chambre des représentants des États-Unis visant à interdire les produits importés contenant des minéraux essentiels aux batteries des véhicules électriques, mais issus du travail des enfants d'autres formes d'abus, en République démocratique du Congo.Le projet de loi vise la Chine, dont le républicain Chris Smith du New Jersey, affirme qu'elle a recours au travail forcé et à l'exploitation des enfants pour extraire le cobalt dans ce pays d'Afrique centrale pauvre mais riche en ressources. La République démocratique du Congo est le premier producteur mondial de cobalt, un minerai utilisé pour fabriquer des batteries lithium-ion pour les véhicules électriques.

Maroc: Rabat a conclu des accords de reconnaissance du permis de conduire avec 20 pays



Le ministre des Transports et de la Logistique, Mohamed Abdeljalil, a annoncé que le Maroc a conclu des accords de reconnaissance mutuelle des permis de conduire avec 20 pays étrangers, dont 8 accords conclus avec des pays arabes, 6 accords avec des pays africains et 6 autres conclus avec des pays européens. Dans une réponse à une question parlementaire l'interpellant que les difficultés d'utilisation du permis de conduire marocain dans certains pays étrangers notamment pour les Marocains résidents à l'étranger, le ministre des Transports a répondu que le Maroc a conclu des accords de reconnaissance mutuelle avec 20 pays.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Ethiopie: «forte augmentation» de la faim au Tigré, selon l'ONU



Le nombre de personnes souffrant de malnutrition sévère au Tigré, région dévastée par la guerre du nord de l'Ethiopie, a fortement augmenté et la situation devrait empirer, selon l'ONU. Dans un rapport diffusé lundi, OCHA, l'agence humanitaire de l'ONU, estime que quelque 8,8 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire dans le nord de l'Ethiopie, sans compter les millions d'autres affectées par la sécheresse dans le sud et le sud-est. Un accord signé en novembre 2022 entre le gouvernement et les rebelles tigréens a mis fin à deux ans de conflit, permettant à l'aide d'arriver lentement, mais la région a signalé «une forte augmentation des cas» de patients souffrant de complications dues à la sous-nutrition.

Crash d'Air Algérie en 2014: le procès en octobre suspendu



Prévu en octobre à Paris, le procès pour homicides involontaires de la compagnie espagnole Swiftair après le crash de l'avion d'Air Algérie en 2014 au Sahel est suspendu, le tribunal ayant transmis mardi des questions préjudicielles à la justice européenne, a-t-on appris de sources concordantes. La compagnie espagnole, propriétaire de l'avion qui s'est écrasé entraînant la mort de 116 personnes, devait être jugée du 2 au 26 octobre, mais une audience préliminaire a eu lieu le 8 juin pour examiner une question de procédure soulevée par Swiftair. La compagnie a bénéficié d'un non-lieu à l'issue d'une enquête en Espagne, et le tribunal doit trancher si cela peut faire obstacle au procès en France.

Le président sud-soudanais promet de premières élections l'an prochain



Le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, a promis mardi que les élections, déjà repoussées et dorénavant prévues l'an prochain, se tiendront comme prévu et qu'il allait concourir à la présidentielle. Salva Kiir, un important chef de guerre, est le seul président qu'ait connu le Soudan du Sud depuis qu'il a conduit le pays à l'indépendance du Soudan en 2011. Le plus jeune pays du monde est allé depuis de crise en crise et ne tient ensemble que grâce à un fragile gouvernement d'unité nationale, créé après un accord de paix entre M. Kiir et le vice-président Riek Machar. Après une période de transition, des élections devaient se tenir en février 2023, mais le gouvernement n'a pour l'instant pas respecté des clauses essentielles de l'accord entre MM. Kiir et Machar, dont la rédaction d'une constitution.

HOROSCOPE DU JOUR

BÉLIER (21 mars - 19 avril)

Bélier, tu entres actuellement dans une période de prospérité. Même si tu ne deviendras pas millionnaire, tu jouiras d'une vie confortable et auras tout ce qu'il faut pour bien vivre, voire même un peu plus. Tes revenus augmenteront quotidiennement au fil des jours, et à partir d'aujourd'hui, tu commenceras à remarquer cette progression.

TAUREAU (20 avril- 20 mai)

Aujourd'hui, tu devras remettre en question ta tendance à agir de manière impulsive, Taureau. Ce qui te convient en ce moment est précisément le contraire de ce que tu fais habituellement au quotidien. Laisse-toi porter par le courant et laisse les choses se faire tout naturellement.

GÉMEAUX (21 mai- 20 juin)

Gémeaux, il est temps d'accélérer le rythme et de poursuivre tes objectifs avec détermination. Ne laisse pas les opportunités t'échapper par manque de réaction ou par indécision. Garde les yeux grand ouverts, analyse les options qui s'offrent à toi et prends des décisions rapides.

CANCER (21 juin - 22 juillet)

Si tu te sens dépassé par les obligations et la chaleur aujourd'hui, Cancer, envisage de prendre un jour de congé si possible. Si un proche te propose de t'aider financièrement, accepte-le, cela te soulagera de la pression quotidienne. Néanmoins, veille à fixer une date pour le rembourser afin de te sentir mieux.

LION (23 juillet - 23 août)

Tu vas de nouveau de l'avant, Lion, laissant enfin derrière toi toutes ces choses qui t'ont porté préjudice dans le passé et qui ont influencé ta vie quotidienne. Garde cette attitude et cette façon de procéder, elles t'apporteront de nombreux avantages dans les mois à venir.

VIERGE (24 août- 22 septembre)

Aujourd'hui, Vierge, tu pourrais recevoir une nouvelle liée à ton travail. Tu devras peut-être faire un voyage inattendu en raison d'un événement imprévu ou tu recevras peut-être une réponse que tu attendais depuis longtemps concernant un nouveau poste.

BALANCE (23 septembre- 22 octobre)

Une journée vraiment spéciale t'attend, Balance, au cours de laquelle tu pourras montrer tous les progrès professionnels que tu as réalisés au fil des jours. De plus, tu te trouves actuellement dans une période propice pour résoudre des problèmes importants dans ce domaine ou pour proposer de nouveaux projets et de nouvelles idées.

SCORPION (23 octobre- 21 novembre)

Si aujourd'hui, Scorpion, tu te réveilles de mauvaise humeur ou te sens un peu bizarre, il est important que tu évalues la situation et que tu réfléchisses à ce qui se passe dans ta vie au quotidien et qui te cause ces problèmes émotionnels. Il y a une raison derrière ce que tu vis et il est fondamental que tu la découvres.

SAGITTAIRE (22 novembre - 21 décembre)

Sagittaire, il est aujourd'hui important que tu fasses le point sur les derniers mois de ta vie et que tu reconnaisses que de nombreuses opportunités s'offrent à toi au quotidien. Consacrer du temps à ta famille et à tes amis les plus proches te sera très bénéfique.

CAPRICORNE (22 décembre- 19 janvier)

Capricorne, ton principal objectif devrait être de profiter au maximum des choses positives que la vie a à t'offrir. Mets de côté les obligations et les problèmes qui t'absorbent au quotidien et autorise-toi à être un peu plus égoïste. Profite de l'amour de tes proches qui te feront sentir comme une véritable reine.

VERSEAU (20 janvier- 19 février)

Verseau, tu vis actuellement une période très positive. La vie t'offre un tas d'opportunités et t'envoie des signes au quotidien, même si tu ne sais parfois pas les voir immédiatement. Aujourd'hui, prends le temps de réfléchir aux résultats que tu obtiens au travail et apprécie les progrès que tu as accomplis.

POISSONS (20 février- 20 mars)

Poissons, tu as déjà laissé derrière toi le stade où tu te sentais fatigué et où tu n'avais envie de rien faire. Si cela coïncide avec tes vacances, tu te remettras encore plus vite de l'épuisement et du stress, mais quoi qu'il en soit, tu remarqueras une amélioration.

ANNONCE

REMERCIEMENTS



PAPA OUNANINI LUC LOMPO

Ingénieur Agronome à la retraite

Né le 01 Janvier 1945 - Décédé le 14 Juin 2023

Sa Majesté Labidiedo, chef de Botou.
Les grandes familles LOMPO à Botou, Diapaga, Fada Gourma, Ouagadougou, et Bobo-Dioulasso, USA, Canada.
Les grandes familles TANKOANO à Diapaga, Fada Gourma, Ouagadougou.

Les grandes familles alliées,
Les enfants Edmonde, Michele, Salomon, Ines, Antoine, Mireille et Alexandre.

Les petits-enfants Sophia, Jonathan Junior, Christbetty, Zoe, Halley, Joshua, Jonathan, Nadia, Emma et Dorcas.

Vous remercient de vos soutiens multiformes lors du décès de notre frère, père, grand-père, allié et amis **Ounanlini Luc Lompo** survenu le Mercredi 14 Juin 2023 à Ouagadougou, suivi de l'inhumation le Lundi 19 Juin 2023 au cimetière de Tabtenga.

Hébreux 6 :10

« Car Dieu n'est pas injuste, pour oublier votre œuvre, et le travail de la charité que vous avez témoigné pour son Nom, en ce que vous avez secouru les Saints, et que vous les secourez encore »

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
mailto:contact@sc-mail.info
Site web https://www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
OUEDRAOGO Wendtouin

Equipe de rédaction
Djakaridja GHO
Mohamed OUEDRAOGO
AKT
Lucien DAKISSAGA
OUEDRAOGO Wendtouin

Équipes de montage
Djakaridja GHO

Distribution
https://www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
mailto:contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21/ +226 61 08 03 03/ +226 70 210208

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque Cameroun
viaPRESSE.com Europe - Amerique
Cdiscount France
MONKIOSK.com Côte d'Ivoire
fnac Europe
viapress.be Belgique
SOGAPRESSE Gabon
ePresse Europe - Amerique
Cultura France
emediaplace Afrique
France loisirs France
scopalto Europe
orange Tous les pays Orange
Tego
YouScribe Tous les pays qui ont Orange Money